

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

GOLDMAN SACHS PARIS INC. ET CIE

Société en Commandite Simple au capital de 1.014.123.752 Euros
Siège Social : 85 avenue Marceau, 75116 Paris
342 131 547 R.C.S. Paris
(la Société)

Rapport Annuel 2024
I. — Bilan au 31 décembre 2024.
(En milliers d'Euros)

Poste	Actif	31/12/2024	31/12/2023
10	Caisse, Banques Centrales, CCP	11 951	13 052
20	Effets Publics et Valeurs assimilées		
30	Créances sur les Etablissements de Crédit (Note 2)	62 120	9 251
48	Opérations avec la Clientèle (Note 3)	49 270	2 011 266
60	Obligations & Autres Titres à revenu fixe		
70	Actions & Autres Titres à revenu variable		
91	Participations et Autres titres détenus à long terme		
100	Parts dans les Entreprises liées		
110	Crédit-bail et Location avec Option d'Achat		
120	Location Simple		
130	Immobilisations incorporelles	1	17
140	Immobilisations corporelles (Note 4)	17 909	24 698
150	Capital souscrit non versé		
160	Actions Propres		
170	Autres Actifs (Note 5)	1 579 820	390 905
180	Comptes de Régularisation (Note 6)	910 882	1 712 967
	Total Actif	2 631 953	4 162 156

Poste	Passif	31.12.2024	31.12.2023
300	Banques Centrales, CCP		
310	Dettes envers les Etablissements de Crédit		
348	Opérations avec la Clientèle (Note 7)	257 908	1 047 183
350	Dettes représentées par un titre		
360	Autres passifs (Note 8)	156 319	130 478
370	Comptes de régularisation (Note 9)	917 580	1 721 594
380	Provisions		
430	Dettes subordonnées		
420	Fonds pour Risques Bancaires Généraux		
435	Capitaux Propres hors FRBG (Note 11)	1 300 146	1 262 901
440	Capital souscrit	1 014 124	1 014 124
450	Primes d'émission	65 422	65 422
460	Réserves	183 355	135 364
470	Ecart de réévaluation		
475	Provisions réglementées et Subventions d'investissement		
480	+ / - Report à nouveau		
490	+ / - Résultat de l'exercice	37 246	47 991
	+/- Acomptes sur dividendes		
	Total Passif	2 631 953	4 162 156

II. — Hors bilan au 31 décembre 2024.

HORS BILAN (en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement (Note 12)		
Engagements reçus des établissements de crédit	11 101 515	10 502 178
Engagements de garantie		
Cautions, avals, autres garanties reçues	609 451	
Autres garanties données		2 078
Autres garanties reçues	7 116 733	6 556 468
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Titres à livrer		
Engagements sur instruments financiers à terme (Note 12)		
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	11 462	43 310
Opérations sur instruments de cours de change	26 002	208 459
Opérations sur autres instruments	10 698 870	16 573 023
Opération en devises (Note 12)		
Opérations de change à terme		
Euros à recevoir contre devises à livrer	270 056	390 304
Devises à livrer contre euros à recevoir	270 056	390 304
Devises à recevoir contre devises à livrer	627 313	1 147 163
Devises à livrer contre devises à recevoir	627 279	1 147 163

III. — Comptes de résultat au 31 décembre 2024.

Poste	(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Produits et charges d'exploitation bancaire		
500	+ Intérêts & produits assimilés (Note 15)	114 679	135 822
505	- Intérêts & charges assimilés (Note 16)	-60 263	-99 521
510	+ Produits sur opérations de crédit-bail & de location avec option d'achat		
515	- Charges sur opérations de crédit-bail & de location avec option d'achat		
520	+ Produits sur opérations de location simple		
525	- Charges sur opérations de location simple		
530	+ Revenus des titres à revenu variable		
540	+ Commissions (produits) (Note 17)	29 817	48 515
545	- Commissions (charges) (Note 17)	-322	-616
550	+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation (Note 18)	-2 169	-1 423
555	+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement et assimilés		
560	+ Autres produits d'exploitation bancaire (Note 19)	5 136	17 573
565	- Autres Charges générales d'exploitation bancaire		
600	Produit net bancaire	86 878	100 350
605	- Charges générales d'exploitation (Notes 20 et 21)	-31 894	-33 218
610	- Dotations aux amortissements & aux provisions sur immobilisations incorporelles & corporelles	-4 878	-3 161
620	Résultat brut d'exploitation	50 106	63 971
625	+/- Coût du risque		
630	Résultat d'exploitation	50 106	63 971
640	+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-55	
650	Résultat courant avant impôt	50 051	63 971
655	+ / - Résultat exceptionnel		
660	- Impôt sur les bénéfices (Note 22)	-12 805	-15 980
665	+ / - Dotations/reprises du Fonds pour Risques Bancaires Généraux		
25	Résultat net	37 246	47 991

IV. — Notes Annexes aux Etats Financiers. (Exercice clos le 31 décembre 2024)

Activités de Goldman Sachs Paris Inc. & Cie (GSPIC) en 2024.

La forte activité dans le secteur des matières premières s'est confirmée au sein de GSPIC en 2024, l'entité fournissant des solutions de gestion des risques pour aider les entreprises européennes à gérer le risque de prix et de liquidité pour se couvrir de la volatilité du prix des matières premières et leurs opérations commerciales, en particulier sur les secteurs de l'énergie et des quotas d'émissions carbone, secteurs principaux auxquels l'entité est exposée.

Sur le marché européen de l'Energie, alors que les prix du gaz naturel et de l'électricité sont restés sensiblement inférieurs par rapport aux niveaux extrêmes observés en 2022, nous avons observé une forte tendance à la hausse avec des prix pour le TTF (Title Transfer Facility – l'indice principal utilisé comme référence pour la tarification du gaz dans toute l'Europe).

La volatilité des prix en 2024 découlait de plusieurs facteurs interconnectés : les tensions géopolitiques, en particulier la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ont continué à susciter des préoccupations en matière d'approvisionnement et de volatilité des prix malgré la diminution de la dépendance de l'Europe au gaz russe. Différents facteurs combinés ont créé un environnement complexe et volatile pour les prix du gaz en Europe, stimulant l'activité commerciale de GSPIC dans les secteurs des services publics et industriels européens.

En ce qui concerne le marché des quotas d'émissions carbone, qui restent une activité clés pour GSPIC, nous avons observé une forte volatilité des prix au cours de l'année. GSPIC est resté un fournisseur majeur de liquidités pour les fournisseurs d'Energie et les industriels européens qui ont besoin d'obtenir des crédits de quotas d'émissions de carbone pour répondre aux exigences réglementaires annuelles imposées par l'Union européenne.

Changement du cadre réglementaire. — En 2023, GSPIC était soumis au cadre Règlement UE No 575/2013 du Parlement européen sur les exigences prudentielles (CRR2) et Capital Requirements Directive IV (CRD IV). En décembre 2023, GSPIC a été classifiée en tant qu'entreprise d'investissement de classe II par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et sera donc soumise à la réglementation et à la directive sur les entreprises d'investissement (IFR/IFD).

En 2024, GSPIC a adapté son cadre organisation interne ainsi que son cadre de gestion réglementaire pour se mettre en conformité avec des nouvelles règles de l'IFR/IFD. Dans le cadre IFR/IFD, GSPIC est soumis à de nouvelles exigences en matière de fonds propres, d'actifs liquides, de rémunération, de gouvernance, de rapports réglementaires et de publications.

Suite à ce changement, l'entité n'est plus soumise aux exigences du ratio minimum de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio, LCR), du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio, NSFR), ni du ratio de levier (Leverage ratio, LR). Cela a eu un impact sur les exigences de liquidité et a réduit la nécessité de détenir des actifs liquides de haute qualité (High-Quality Liquid Assets, HQLA) dans l'entité. Par conséquent, la trésorerie a changé de sa stratégie de placement qui précédemment privilégiait les placements en titres reçus en pensions livrées émis par le gouvernement américain par un placement au sein du groupe Goldman Sachs (GS Groupe). L'entité a également adapté son cadre de gestion réglementaire interne pour la gestion du risque de concentration.

Note 1. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Les états financiers ont été établis conformément aux dispositions des règlements comptables applicables aux entreprises du secteur bancaire (et notamment aux entreprises d'investissement) tels que figurant dans le règlement de l'ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

A. Titres reçus ou donnés en pension livrée. — Les opérations de pensions livrées sont enregistrées conformément aux dispositions de l'instruction n° 94-06 du 14 mars 1994, modifiée par l'instruction 2009-02 du 19 juin 2009, de la Commission Bancaire et au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Le prêt consenti au titre d'une pension livrée reçue est enregistré dans une rubrique spécifique de l'actif et est représentatif de la créance sur le cédant.

La rémunération perçue ou versée est portée en compte de résultat au *pro rata temporis*.

L'emprunt contracté au titre d'une pension livrée donnée est enregistré dans une rubrique spécifique du passif, représentatif de la dette sur le cessionnaire ; les actifs cédés sont maintenus dans le portefeuille de titres.

Lors de chaque arrêté comptable, les titres donnés en pension livrée sont évalués conformément à la catégorie des titres de transaction.

B. Operations de nature optionnelle. — Les primes payées ou encaissées lors de l'achat ou de la vente de contrats d'options sont comptabilisées au bilan en comptes d'attente.

A la levée ou à l'échéance de l'option, le résultat est inscrit en comptes de charges et produits.

Les différences résultant des variations de valeur des primes afférentes aux contrats d'options, déterminées par référence au cours de marché, sont portées en compte de résultat lors de chaque arrêté comptable. La contrepartie de ces variations est enregistrée dans les comptes d'actif et de passif où sont recensées, respectivement, les primes relatives aux achats et aux ventes d'options de taux d'intérêt.

Ces opérations sont inscrites en hors bilan pour la valeur nominale des contrats.

C. Swaps. — Les swaps sont évalués sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture. La valeur de marché des swaps correspond au montant qui serait reçu ou payé pour vendre ou transférer un actif ou un passif lors d'une transaction entre participants de marché à la date de clôture. La méthode utilisée pour déterminer la valeur de marché des swaps est principalement basée sur des prix et des facteurs observables sur les marchés financiers.

Les profits ou les pertes ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée à l'arrêté comptable et celle déterminée lors de l'arrêté comptable précédent sont compris dans le résultat de l'exercice. Les transactions conclues avec la clientèle sont classées en catégorie « d » (Gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction) et les transactions de couverture conclues avec les entités du groupe Goldman Sachs sont classées en catégorie « b » (micro -couverture), conformément au règlement ANC n° 2014-07.

D. Opérations en devises. — Les créances et dettes libellées en devises sont évaluées au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les produits et les charges en devises, enregistrés au compte de résultat, sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur au moment de l'opération.

Les gains et pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, résultant des opérations de conversion sont constatés dans le compte de résultat.

E. Immobilisations. — Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation en vigueur. Ces durées sont les suivantes :

Installations générales et agencements	9 ans
Installations de télécommunications	3 ans
Matériel de bureau et informatique	3-5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges de l'exercice, sauf pour ceux engagés pour une prolongation de la durée d'utilisation du bien. Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur la période.

F. Immobilisations financières. — Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées sont évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

G. Engagements de retraite. — Compte tenu de l'âge moyen (environ 35 ans) des employés, de leur ancienneté et du rythme de rotation des effectifs, nous estimons que les engagements de retraite de Goldman Sachs Paris Inc. et Cie sont peu significatifs. Par conséquent, il n'est pas constitué de provision à ce titre.

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit.

Créances sur les Etablissements de Crédit (En milliers d'Euros) (Actif Poste 030)	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires débiteurs	62 120		9 251	
Comptes et prêts				
Prêts financiers				
Prêts participatifs				
Autres prêts subordonnés				
Valeurs reçues en pension				
Titres reçus en pension livrée				
Sous total	62 120		9 251	
Créances rattachées				
Créances douteuses				
Provisions pour dépréciation				
Total	62 120		9 251	

Note 3. – Créances sur la clientèle.

Créances sur la Clientèle (En milliers D'euros) (Actif Poste 048)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023
	Brut	Créances douteuses	Provisions	Net	Net
Créances commerciales					
Autres concours à la clientèle	49 270			49 270	2 011 266
Crédits à l'exportation					
Crédits de trésorerie					
Crédits à l'équipement					
Crédits à l'habitat					
Autres crédits à la clientèle					
Valeurs non imputées					
Titres reçus en pension livrée (1)	49 270			49 270	2 011 266
Prêts à la clientèle financière					
Comptes ordinaires débiteurs					
Total	49 270			49 270	2 011 266

(1) Le portefeuille de titres reçus en pension livrée correspond à des opérations de placement d'excédents de trésorerie. Ce poste comprend des créances envers des entités du Groupe pour un montant de 49 270 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 2 011 266 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Note 4. – Immobilisations corporelles.

Immobilisations corporelles (En milliers d'Euros) (Actif Poste 140)	Au 31 décembre 2023	Acquisitions / dotations	Cessions/ reprises	Virements Poste à poste	Au 31 décembre 2024
Valeurs brutes					
Installations générales	28 409	1 150	-2 183	20	27 396
Matériel de bureau et informatique	910	0	0	0	910
Mobilier	3 024	2	-72	-20	2 934
Autres	7 453	44	-4 757	0	2 710
Total	39 796	1 166	-7 012	0	33 950
Amortissements					
Installations générales	-11 553	-3 810	2 183	0	-13 180
Matériel de bureau/informatique	-531	-275	0	0	-806
Mobilier	-683	-265	16	0	-932
Autres	-2 331	-512	1 720	0	-1 123
Total	-15 098	-4 862	3 919	0	-16 041
Valeur nette	24 698	-6 734	-55	0	17 909

Note 5. – Autres actifs.

Autres actifs (En milliers d'Euros) (Actif Poste 170)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Instruments conditionnels achetés	53 013	16 355
Autres débiteurs divers (1)	1 526 807	374 550
Total	1 579 820	390 905

(1) Y compris le collatéral en cash versé aux contreparties dans le cadre de l'activité de produits dérivés, et un placement d'excédent de liquidités auprès de The Goldman Sachs Group, Inc. Les créances vis-à-vis du Groupe représentent 1 186 948 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 35 612 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Note 6. – Comptes de régularisation.

Comptes de régularisation (En milliers d'Euros) (Actif Poste 180)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Comptes d'ajustement sur devises et opérations de hors bilan (1)	891 575	1 698 748
Autres comptes de régularisation	19 307	14 219
Total	910 882	1 712 967
<i>(1) Le poste « Comptes d'ajustements sur devises & opérations de hors bilan » correspond à la valeur de marché positive des contrats de produits dérivés (hors options) en date de clôture.</i>		

Note 7. – Comptes créditeurs de la clientèle.

Comptes créditeurs de la clientèle (En milliers d'Euros) (Passif Poste 348)	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial				
Autres dettes	257 908		1 047 183	
Emprunts de la clientèle financière				
Valeurs données en pension				
Titres donnés en pension livrée				
Comptes ordinaires de la clientèle				
Comptes d'affacturage				
Dépôts de garantie (1)	257 908		1 047 183	
Comptes créditeurs à terme				
Autres sommes dues				
Total	257 908		1 047 183	
<i>(1) Le poste « Dépôts de garantie » comprend le collatéral en cash reçu des contreparties dans le cadre des transactions de produits dérivés.</i>				

Note 8. – Autres passifs.

Autres passifs (En milliers d'Euros) (Passif Poste 360)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Dettes représentatives des titres		
Dettes représentatives des titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	53 013	16 355
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Versements restant à effectuer sur titres non libérés		
Autres dépôts de garantie reçus		
Créditeurs divers (1)	103 306	114 123
Total	156 319	130 478
<i>(1) Y compris les dettes liées à l'attribution d'actions et d'options Goldman Sachs aux employés, les comptes inter-compagnies avec le groupe, un emprunt auprès de The Goldman Sachs Group, Inc., et les dettes fiscales et sociales. Les dettes vis-à-vis du Groupe représentent 86 957 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 93 518 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>		

Note 9. – Comptes de régularisation.

Comptes de régularisation (En milliers d'Euros) (Passif Poste 370)	Au 31 décembre 2024	Au 31 décembre 2023
Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustement sur devises et opérations hors bilan (1)	889 091	1 700 550
Comptes d'écart sur devises et ventes à réméré		
Pertes potentielles sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non dénoués		
Produits constatés d'avance		
Charges à payer	28 489	21 044
Autres comptes de régularisation		
Total	917 580	1 721 594
<i>(1) Le poste « Comptes d'ajustement sur devises & opérations de hors bilan » correspond à la valeur de marché négative des contrats de produits dérivés (hors options) en date de clôture.</i>		

Note 10. – Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle.

Poste	(En milliers d'Euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
	ACTIFS :					
30	Créances sur les Etablissements de Crédit	62 120				62 120
48	Créances sur la Clientèle	49 270				49 270
60	Obligations et Autres Titres à revenu fixe					
	Total au 31 décembre 2024	111 390				111 390
	Total au 31 décembre 2023	2 020 517				2 020 517
	PASSIFS :					
310	Dettes sur Etablissements de Crédit					
348	Comptes créditeurs de la Clientèle			257 908		257 908
350	Dettes représentées par un titre					
	Total au 31 décembre 2024			257 908		257 908
	Total au 31 décembre 2023			1 047 183		1 047 183

Note 11. – Evolution des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes d'émission	Réserves/ Report à nouveau	Résultat	Acompte sur dividendes	Total
Position au début de l'exercice	1 014 124	65 422	135 364	47 991	0	1 214 910
Augmentation de capital						0
Distribution de réserves						0
Résultat de l'exercice 2024 en instance d'affectation				37 246		37 246
Affectation du résultat 2023			47 991	-47 991		0
Position à la clôture de l'exercice	1 014 124	65 422	183 355	37 246	0	1 300 146

Le capital social est divisé en 1 014 124 parts de nominal de 1 €.

L'Assemblée Générale du 30 mai 2024, statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2023, a décidé d'affecter en réserve ordinaire le gain de l'exercice 2023 de 47 991 milliers d'euros. A la suite de cette opération, le montant de la réserve ordinaire a été porté à €183 355 104,61.

Note 12. – Engagements de hors bilan.

(En milliers d'Euros)	31 décembre 2024	< 1 an	> 1an < 5 ans	> 5 ans	31 décembre 2023
Engagements de financement					
Engagements reçus des établissements de crédit	11 101 515				10 502 178
Engagements de garantie					
Cautions, avals, autres garanties reçues (1)	609 451				2 078
Autres garanties données					6 556 468
Autres garanties reçues	7 116 733				
Engagements sur titres					
Titres à recevoir					
Titres à livrer					
Engagements sur instruments financiers à terme					
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	11 462	11 104	358		43 310
Opérations sur instruments de cours de change	26 002	5 263	20 739		208 459
Opérations sur autres instruments	10 698 870	5 771 154	4 482 291	445 425	16 573 023
Opérations en devises :					
Opérations de change à terme					
Euros à recevoir contre devises à livrer	270 056	30 000	100 000	140 056	390 304
Devises à livrer contre euros à recevoir	270 056	30 000	100 000	140 056	390 304
Devises à recevoir contre devises à livrer	627 313	100 018	90 768	436 527	1 147 163
Devises à livrer contre devises à recevoir	627 279	100 018	90 734	436 527	1 147 163

(1) Les Cautions, avals, autres garanties reçues de 609 451 milliers d'euros correspondent à la caution appelée que GSPIC a reçu de The Goldman Sachs Group, Inc.

L'accord de cautionnement avec GS Group est un contrat bilatéral ; tout appel de fonds par GSPIC est soumis à l'approbation de la contrepartie avant qu'il ne soit effectivement financé.

Note 13. – Engagements sur instruments financiers à terme opérations effectuées de gré à gré.

Contrats d'échange de taux d'intérêt, de devises ou actions (En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024								Au 31 décembre 2023	
	Position ouverte isolée (A)		Micro-couverture (B)		Risque global taux d'intérêt (C)		Gestion spec. port. transaction (D)		Total	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Contrats fermes										
Contrats F.R.A.										
Contrats sur taux d'intérêt			5 731					5 731	21 655	21 655
Contrats sur taux de change			897 369					897 335	1 537 467	1 537 467
Autres contrats			4 769 137					4 769 137	7 205 385	7 205 385
Sous total			5 672 237					5 672 203	8 764 507	8 764 507
Contrats conditionnels										
Autres options			171 794	408 504			408 504	171 794	1 081 126	1 081 126
Caps, floors, collars										
Options de change			13 001					13 001	104 229	104 229
Sous total			184 795	408 504			408 504	184 795	1 185 355	1 185 355

Conformément au règlement ANC n° 2014-07, les contrats sur instruments financiers à terme conclus avec la clientèle qui répondent aux critères de gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction sont classés en catégorie « d » et les contrats de couverture conclus avec les entités du groupe Goldman Sachs sont classés en catégorie « b » (Micro-couverture). Les expositions réglementaires au titre du risque de crédit sur les instruments financiers à terme sont couvertes, autant que nécessaire, par du collatéral en cash.

Note 14. – Engagements sur instruments financiers à terme opérations effectuées de gré à gré (suite)

Contrats d'échange de taux d'intérêt, de devises ou actions	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	Nombre d'opérations	Valeur moyenne (notionnels en milliers d'euros)	Nombre d'opérations	Valeur moyenne (notionnels en milliers d'euros)
Contrats fermes				
Contrats F.R.A.				
Contrats sur taux d'intérêt	4	2 865	8	5 414
Contrats sur taux de change	51	35 190	101	30 445
Autres contrats	3 856	2 474	3 625	3 975
Sous total	3 911		3 734	
Contrats conditionnels				
Caps, floors, collars, swaptions				
Options de change	4	6 501	24	8 686
Autres options	118	9 836	80	27 028
Sous total	122		104	

Les instruments financiers à terme sont évalués sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture.

Note 15. – Intérêts et produits assimilés.

Intérêts et produits assimilés (En milliers d'Euros) (Compte de résultat poste 500)	2024		2023 Total
	Ets de Crédit	Clientèle	
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	1 248		792
Intérêts sur comptes et prêts		75 738	18 944
Intérêts sur créances commerciales et crédits à la clientèle			
Intérêts sur valeurs reçues en pension			
Intérêts sur titres reçus en pension livrée		37 693	116 086
Intérêts sur prêts subordonnés			
Intérêts sur créances douteuses			
Produits sur engagements de financement			
Produits sur engagements de garantie			
Autres intérêts et produits assimilés			
Total	1 248	113 431	135 822

Note 16. – Intérêts et charges assimilés.

Intérêts et charges assimilées (En milliers d'Euros) (Compte de résultat Poste 505)	2024		2023 Total
	Ets de Crédit	Clientèle	
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	3		41
Intérêts sur comptes et emprunts		60 260	99 480
Intérêts sur valeurs données en pension			
Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial			
Charges sur titres reçus en pension livrée			
Intérêts sur dettes subordonnées à terme			
Charges sur engagements de financement reçus			
Charges sur engagements de garantie reçus			
Intérêts sur emprunt participatif			
Autres intérêts et charges assimilées			
Total	3	60 260	99 521

Note 17. – Commissions.

Commissions (En milliers d'Euros) (Compte de résultat Postes 540 et 545)	Charges	Produits
Opérations de trésorerie et interbancaires	194	
Opérations avec la clientèle		
Opérations sur titres		22 752
Opérations de change	128	
Opérations de hors bilan		
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
Opérations sur instruments financiers à terme		
Prestations de services financiers		
Autres commissions		7 065
Total 2024	322	29 817
Total 2023	616	48 515

Note 18. – Gains et pertes sur opérations de portefeuille de négociation, de placement et assimilés.

Gains et pertes sur opérations de portefeuille de négociation, sur portefeuille de placement et assimilés (En milliers d'Euros) (Compte de résultat Poste 550 et 555)	2024	2023
Solde des opérations de portefeuille de négociation		
Sur titres de transaction		
Sur instruments financiers (1)	-2 169	-1 423
Bénéfice / (perte)	-2 169	-1 423
Solde des opérations de portefeuille de placement et assimilés		
Sur instruments financiers		
Bénéfice / (perte)		
<i>(1) Ce résultat provient du portefeuille de produits dérivés de taux et de change.</i>		

Note 19. – Autres produits / charges d'exploitation bancaire.

Autres produits / charges d'exploitation bancaire (En milliers d'Euros) (Compte de résultat Poste 560 / 565)	Produits	Charges
Rétrocession de produits/refacturation de charges	5 136	
Total 2024	5 136	
Total 2023	17 573	

Note 20. – Frais de personnel.

Charges générales d'exploitation Frais de personnel (En milliers d'Euros) (Compte de résultat Poste 605)	2024	2023
Salaires et traitements	8 806	14 080
Charges de retraite	612	813
Charges sociales	3 035	3 615
Provision pour congés payés	50	108
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	87	2 041
Charge de participation des salariés aux bénéfices	2 472	2 213
Total	15 062	22 870

La contribution pour participation des salariés aux résultats au titre de l'exercice 2024 est de 2 325 692 euros.

La contribution pour participation des salariés aux résultats au titre de l'exercice 2023, non comptabilisé en 2023 et donc comptabilisé en 2024 est de 9 379 euros.

La provision au titre de la retraite complémentaire « article 83 » apparaît dans la ligne Charges de retraite pour un montant de 136 458 euros, au 31 décembre 2024.

Note 21. – Charges d'exploitation non bancaire.

Autres frais administratifs et Charges d'exploitation non bancaire (En milliers d'Euros) (Compte de résultat Poste 605)	2024	2023
Impôts et taxes	4 342	4 717
Services extérieurs (1)	12 490	5 631
Sous total frais administratifs	16 832	10 348
Produits rétrocédés		
Charges diverses d'exploitation non bancaire		
Sous total Charges d'exploitation non bancaires	0	0
Total	16 832	10 348

(1) Ce poste comprend les honoraires des Commissaires aux comptes pour un montant de 153 348 euros au 31.12.2024, dont 118 761 euros pour le cabinet PricewaterhouseCoopers et 34 587 euros pour le cabinet RSM Paris. Aucun service autre que la certification des comptes n'a été rendu par les Commissaires aux comptes sur l'exercice 2024.

Note 22. – Impôts sur les bénéfices.

Impôts sur les bénéfices (En milliers d'Euros) (Compte de résultat Poste 660)	2024
Résultat comptable avant impôts	50 050
Charges non déductibles / Revenus non imposables	-26
Différences temporaires entre résultat comptable et fiscal	334
Impôt sur les bénéfices	12 805

Note 23. – Information sectorielle.

Les revenus et charges d'exploitation bancaire proviennent de prestations de services financiers à la clientèle et de négociation d'instruments financiers pour compte propre. Les activités sont gérées comme un seul métier. Par conséquent, il n'est pas fourni de ventilation sectorielle des agrégats du compte de résultat.

Note 24. – Evénements marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture.

Evénements marquants de l'exercice. — Il n'y a pas eu d'événement particulièrement marquant durant l'exercice.

Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice qui ne sont pas de nature à ajuster les comptes clos au 31 décembre 2024.

Transfert d'activité de gestion d'actifs. — Dans le cadre de la réorganisation des activités au sein du groupe Goldman Sachs en Europe, les activités existantes de Gestion des actifs dans GSPIC ont été transférées à compter du 1er janvier 2025 à la succursale française de Goldman Sachs Asset Management BV. Cette entité détient des activités de gestion d'actifs suite à l'acquisition de NN Investment Partner (NNIP) en 2022.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'assemblée générale de la société GOLDMAN SACHS PARIS INC & CIE,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GOLDMAN SACHS PARIS INC & CIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de Commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 13 mai 2025.

Les Commissaires aux comptes :

RSM Paris :

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Ratana LYVONG

Associé

PricewaterhouseCoopers Audit :

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Laurent TAVERNIER

Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.